

INDEX

Volume 104

Volume 104, numéro 3, décembre 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1045943ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1045943ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Yvon Blais

ISSN

0035-2632 (imprimé)

2369-6184 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2002). INDEX : volume 104. *Revue du notariat*, 104(3), 539–571.

<https://doi.org/10.7202/1045943ar>

INDEX

Volume 104

AUTEURS

BEAULNE, JACQUES

L'article 764 C.C.Q. et le droit transitoire : le divorce prononcé avant le 1^{er} janvier 1994 emporte-t-il révocation du legs consenti au conjoint491

BOUCHARD, CHARLAINE

Le droit transitoire sur la publicité légale des sociétés : entre les commentaires du ministre et les commentaires de l'administration où se situe l'intention du législateur?127

De la vente d'entreprise et des raisons ayant justifié l'abrogation des dispositions du Code s'y rapportant.....277

BROCHU, François

La crise d'adolescence du RDPRM323

CHAKROUN, Majdi

La procédure spécialisée en valeurs mobilières de l'arbitrage institutionnel au Québec.....231

CIOTOLA, Pierre

Jurisprudence en droit des sûretés : épizootique ou épisodique? Réactions contaminées ou réfléchies85

COMTOIS, Roger

Éloge159

DUCHAINE, PIERRE

Le locateur à long terme d'un bien meuble doit-il publier le bail afin que son titre de propriété soit opposable aux tiers?.....529

- FRENETTE, François
 Propriété superficielle : une décision qui étonne
 tant elle détonne331
- GARDNER, DANIEL
 Le point sur deux mécanismes aux contours
 mal définis : la novation par changement de
 débiteur et la théorie des fins de non-recevoir511
- GRÉGOIRE, Marie Annick
 Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors
 de la formation et de l'élaboration du contrat173
- LABRECQUE, MARC-ANDRÉ
 Le droit transitoire de la publicité légale des
 sociétés en nom collectif ou en commandite à
 l'occasion de l'entrée en vigueur du *Code civil*
du Québec455
- LLUELLES, Didier
 Le mécanisme du renvoi contractuel à un document
 externe : droit commun et régimes spéciaux.....11
- LONGTIN, Marie José
 Témoignage161
- MACKAY, Julien S.
 La *Loi sur le notariat* : son évolution et son
 histoire (suite et fin).....49
- MORIN, CHRISTINE
 Les droits patrimoniaux du conjoint survivant
 résultant de la dissolution du mariage349
- ROY, Alain
 Tutelle au mineur- Quand les mots sont source
 de maux.....139

SUJETS

ABSENCE DE TITRE	532, 537
ACCESSION	
Propriété superficière : une décision qui étonne tant elle détonne	331 à 337
ACCRÉDITATION (notaire)	65
ACHETEUR (obligations de l') voir VENTE D'ENTREPRISE	
ACQUÊTS (voir SOCIÉTÉ D')	
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ORGANISÉE voir VENTE D'ENTREPRISE	
ACTE (modification après signature)	77
ACTE DE DÉPÔT	76
ACTES EN MINUTE	64
ADHÉSION (contrat d')	13, 16, 19, 28 à 35, 42,43, 187, 199, 256, 521, 525
ADMISSION (exercice profession)	60 et 61
ADMINISTRATION (commentaires de l') voir PUBLICITÉ LÉGALE DES SOCIÉTÉS	
ANNULATION	363, 376, 409 voir aussi NULLITÉ
ARBITRAGE- VALEURS MOBILIÈRES	
- champ d'application de la procédure	236 à 254
- consentement à	241 à 254
- convention d'	254 à 260
- mise en œuvre	254 à 273
- parties	236 à 239
ARBITRAL (tribunal)	242, 260 à 273

ARBITRE	253, 259, 260 à 273, 274
ASSERMENTATION (notaire)	76
ASSURANCES TERRESTRES (clauses externes dans le droit des)	14, 39 à 44
ASSURANCE-VIE (désignation de bénéficiaires)	495, 497,499, 500, 501, 504, 510
ATTRIBUTION (de droits)	355, 356, 357, 359 et 360, 365,366 à 376, 380, 404, 406 à 409,420, 421, 422, 447 à 451
AUXILIAIRE DE JUSTICE (notaire)	63, 72
BAIL RÉSIDENTIEL voir LOUAGE RÉSIDENTIEL	
BAUX MOBILIERS	327 à 329
BIEN MEUBLE Le locateur à long terme d'un bien meuble doit-il publier le bail afin que son titre de propriété soit opposable aux tiers ?	529 à 531
BIENS SUSCEPTIBLES D'HYPOTHÈQUE MOBILIÈRE	106 à 109
BIENS INSAISSISSABLES	76
BONNE FOI (obligation) Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors de la formation et de l'élaboration du contrat	173 à 230 voir aussi318 à 322, 520
BONNES MŒURS	73 et 74
BUREAU	
- Élections	51, 52
- membre de droit	52, 59
- réunion par téléphone	52
- vacance	51

CADUCITÉ (legs)	499, 500, 501, 505, 506, 510
CAISSE DE BIENFAISANCE	60
CARNET DU PRATICIEN	89, 92, 96, 101, 103,106, 109, 113, 125
CERTIFICAT DE VIE	75
CERTIFICATS (registre des testaments)	82 et 83
CESSION DE CRÉANCE	514
CHAIRE DU NOTARIAT	158
CHANGEMENT DE DÉBITEUR Voir NOVATION	
CLAUSE ABUSIVE.....	525
CLAUSE INCOMPRÉHENSIBLE	521, 525
CLAUSE COMPROMISSOIRE	234, 244, 254, 255, 258 à 260
CLAUSE DE PRÉCIPUT	425
CLAUSE DE RENVOI voir RENVOI	
CLAUSE EXTERNE voir DOCUMENT EXTERNE	
COMITÉ ADMINISTRATIF - modalités d'élection	52
- réunions téléphoniques	52
COMMENTAIRES DE L'ADMINISTRATION voir PUBLICITÉ LÉGALE DES SOCIÉTÉS	
COMMENTAIRES DU MINISTRE voir PUBLICITÉ LÉGALE DES SOCIÉTÉS	

COMMUNAUTÉ (meubles et acquêts)	
- donation de biens entre époux.....	414
- droit d'option	423 à 426
- liquidation	423 à 426
- problème avec partage patrimoine familial.....	427 à 431
- voir aussi.....	412
COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX	
(droits hypothécaires)	96 à 101
CONFLIT DE LOI.....	487
CONJOINT (consentement du)	357 à 359,
.....	361 à 365, 370, 374 et 375
CONJOINT (legs au)	
L'article 764 C.C.Q. et le droit transitoire :	
le divorce prononcé avant le 1 ^{er} janvier 1994	
emporte-t-il révocation du legs consenti	
au conjoint ?	491 à 510
CONJOINT SURVIVANT	
Les droits patrimoniaux du conjoint survivant	
résultant de la dissolution du mariage	349 à 453
CONJOINTS (indivision entre)	422, 424, 430
CONJOINTS (unis civilement)	355
CONSEIL DE TUTELLE	
Tutelle au mineur- Quand les mots	
sont source de maux	139 à 145
CONSENTEMENT	
- absence de.....	190 à 193
- vices du	176 à 193, 206, 211, 213, 224, 225, 229
CONSENTEMENT (arbitrage)	241 à 254, 274
CONSENTEMENT (du conjoint).....	357 à 359, 361 à 365,
.....	370, 374 et 375
CONSOMMATION (contrat de)	13, 17, 19, 28 à 35, 199

CONSTRUCTION (hypothèque légale de la)	102 à 106
CONSTRUCTION (évolution du droit de la)	205 à 210
CONTRAT	
– force obligatoire	179 à 210
– formation et élaboration	173 à 230
– obligations de bonne foi, de renseignement, d'information	173 à 230
– vice du	173 à 230
CONTRAT D'ADHÉSION	13, 16, 19, 28 à 35, 42,43, 187, 199, 256, 521, 525
CONTRAT D'ASSURANCES TERRESTRES	14, 39 à 44
CONTRAT DE CONSOMMATION	13, 17, 19, 28 à 35, 199
CONTRAT DE DÉPÔT	532
CONTRAT DE MARIAGE (inscription)	56
CONTRAT DE PRÊT	532
CONTRATS ORDINAIRES (mécanisme de renvoi)	19 à 28
CONVENTION D'ARBITRAGE	254 à 260
CONVENTIONS MATRIMONIALES	410 à 437
COPROPRIÉTÉ DIVISE	13, 36
COTISATION ANNUELLE.....	60
COUR DU QUÉBEC (compétence)	96 à 101
CRÉANCE (cession de)	514
CRÉANCES À ÉCHOIR voir VENTE D'ENTREPRISE	

CRÉANCES PRIORITAIRES	
- vs prise en paiement	118 à 122
- voir aussi VENTE D'ENTREPRISE	
CRÉANCIERS ALIMENTAIRES	353, 387, 409, 419, 435, 440
CRÉANCIERS (protection des)	313 à 322
CRÉANCIERS (du vendeur)	
voir VENTE D'ENTREPRISE	
CRÉDIT-BAIL	323, 324, 328, 533, 535
DATION EN PAIEMENT	
voir PARTAGE (patrimoine familial)	
DÉBITEUR (changement de)	
voir NOVATION	
DÉBOURSÉS	82
DÉCLARATION D'IMMATRICULATION	
voir PUBLICITÉ LÉGALE DES SOCIÉTÉS	
DÉCLARATION SOUS SERMENT	
voir VENTE D'ENTREPRISE	
DÉFAUT DE SE DÉCLARER (société)	
voir SOCIÉTÉS	
DÉLAIS D'EXERCICE DES DROITS HYPOTHÉCAIRES	
(hypothèque légale de la construction)	104 à 106
DÉLÉGATION DE PAIEMENT	96, 514, 515, 516,
.....	517, 518, 522, 525
DEMANDES D'HOMOLOGATION (tarif d'honoraires).....	71 et 72
DÉPÔT (acte de)	76
DÉPÔT (contrat de)	495

DÉSIGNATION DE BÉNÉFICIAIRES

(assurance-vie)495, 497, 499, 500, 501, 504, 510

DISSOLUTION DU MARIAGE

Les droits patrimoniaux du conjoint survivant
résultant de la dissolution du mariage349 à 453

DIVORCE

L'article 764 C.c.Q. et le droit transitoire ;
le divorce prononcé avant le 1^{er} janvier 1994
emporte-t-il révocation du legs consenti
au conjoint?491 à 510

DOCUMENT EXTERNE

Le mécanisme de renvoi contractuel à un document
externe : droit commun et régimes spéciaux.....11 à 48

DOL177 à 190

DONATIONS (à cause de mort)381, 384, 385, 414, 415,
.....445, 495, 497, 499, 500, 501, 505, 510

DONATIONS (par contrat de mariage)

- impact sur liquidation régimes matrimoniaux410 à 417

DONATION ENTRE CONJOINTS

- communauté de meubles et acquêts417
- société d'acquêts417

DONATIONS ENTRE CONJOINTS

(vs patrimoine familial)380 à 385

DONATIONS ENTRE VIFS

- impact sur liquidation des régimes
matrimoniaux414 à 417
- voir aussi 381, 384, 385, 410

DROIT À L'INFORMATION

voir HYPOTHÈQUE

DROIT DE LA CONSTRUCTION (évolution)205 à 210

DROIT DE PROPRIÉTÉ COMMERCIALE (hypothèque)	107
DROIT DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE (hypothèque).....	107
DROIT DE PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE (hypothèque)	107
DROIT DES SÛRETÉS	
Jurisprudence en droit des sûretés :	
épizootique ou épisodique?	
Réactions contaminées ou réfléchies.....	85 à 125
DROIT TRANSITOIRE	
L'article 764 et le droit transitoire : le divorce prononcé avant le 1 ^{er} janvier 1994 emporte-t-il révocation du legs consenti au conjoint ?	
	490 à 510
Le droit transitoire sur la publicité légale des sociétés : entre les commentaires du ministre et les commentaires de l'administration où se situe l'intention du législateur?	
	127 à 138
Le droit transitoire de la publicité légale des sociétés en nom collectif ou en commandite à l'occasion de l'entrée en vigueur du <i>Code civil du Québec</i>	
	465 à 490
DROITS HYPOTHÉCAIRES	
- compétence des tribunaux	96 à 101
- délais d'exercice (hypothèque légale de la construction)	104 à 106
- distinctions avec hypothèque de loyers	109 à 113
DROITS PATRIMONIAUX	
Les droits patrimoniaux du conjoint survivant résultant de la dissolution du mariage	
	349 à 453
DROITS PERSONNELS (publication).....	530, 531, 533, 534, 535
DROITS RÉELS	531, 535
ÉCOLE (formation professionnelle)	70 et 71

EFFET DES SUCCESSIONS.....	495, 496, 498, 503 à 507
EFFET DU DIVORCE	494, 495, 496, 497, 498, 503 à 507
EFFET IMMÉDIAT DE LA LOI	480, 495, 496, 497
ÉLABORATION (contrat) Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors de la formation et de l'élaboration du contrat	173 à 230
ÉLECTIONS	
- Bureau	51
- Comité administratif	52
- Présidence	51, 52
ÉLIGIBILITÉ (présidence).....	52
ÉLOGE FUNÈBRE	159 et 160
ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ	
- hypothèque légale de la construction	102 et 103
- prestation compensatoire	423,425,427
ENTREPRISE	
voir VENTE D'ENTREPRISE	
ERREUR	177 à 190
EXERCICE ILLÉGAL (profession)	53, 56 et 57, 76
FACULTÉ DE RACHAT (vente avec)	294, 323 et 324, 533, 536
FAILLITE	
- notaire	67 et 68
- priorités	121, 122
- réserves de propriété et baux mobiliers	325 à 329
FAUSSE PUBLICITÉ	53

FINS DE NON-RECEVOIR

Le point sur deux mécanismes aux contours mal définis : la novation par changement de débiteur et la théorie des fins de non-recevoir511 à 527

FONDS DE COMMERCE

voir VENTE D'ENTREPRISE

FONDS D'ÉTUDES NOTARIALES59, 71

FONDS D'INDEMNISATION71

FORCE OBLIGATOIRE (contrat)197 à 210

FORMATION (contrat)

Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors de la formation et de l'élaboration du contrat173 à 230

FORMATION OBLIGATOIRE56

FORMATION PROFESSIONNELLE (école de).....70 et 71

FORME JURIDIQUE (société)

voir SOCIÉTÉS

GARDE PROVISOIRE53

GREFFE

- garde et dépôt53

- choix du77

- conservation83

- individuel, commun ou social77

HYPOTHÈQUE

- conditions de validité.....91

- dettes futures indéterminées90

- droit à l'information92 à 96, 520

- obligations garanties89 à 92

- prise en charge92 à 96, 511, 513,
.....514, 515, 516, 517, 518

- règle de la spécialité92

HYPOTHÈQUE LÉGALE DE LA CONSTRUCTION102 à 106

HYPOTHÈQUE DES LOYERS.....	109 à 113
HYPOTHÈQUE MOBILIÈRE	
- biens susceptibles d'être hypothéqués	106 à 109
- droits de propriété littéraire, scientifique et commerciale	107
- titres incorporels	107 à 109
HONORARIAT	60
HONORAIRES (tarif)	57 et 58, 65 et 66, 71 et 72
IMMATRICULATION (société) voir SOCIÉTÉS	
IMPARTIALITÉ (notaire).....	72
INDIVISION (entre conjoints)	422, 424, 430
INEFFICACITÉ (legs)	493, 499 à 503, 507, 510
INFORMATION (obligation d')	
Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors de la formation et de l'élaboration du contrat	173 à 230
INFRACTION CRIMINELLE	61
IN MEMORIAM	11
IN SOLIDUM (obligation)	522
INSCRIPTION	
- au notariat	60
- contrat de mariage.....	56
- péremption d'.....	87, 104 à 106
INSPECTION	59
INTENTION (testateur)	500, 501
INTERDITS (tableau des)	55

INTRANSMISSIBILITÉ

(prestation compensatoire)396 et 397, 439 et 440, 447

JUSTICE CONTRACTUELLE

Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors
de la formation et de l'élaboration du contrat173 à 230

LEGS

L'article 764 et le droit transitoire : le divorce
prononcé avant le 1^{er} janvier 1994 emporte-t-il
révocation du legs consenti au conjoint?491 à 510

LEGS (inefficacité)493, 499 à 503, 507, 510

LEGS (caducité)499, 500, 501, 505, 506, 510

LEGS (nullité)499, 500, 507

LEGS PARTICULIER 356, 358 et 359, 371 à 376,
.....407 et 408, 420 à 422, 448 à 451

LEGS UNIVERSEL OU À TITRE UNIVERSEL360, 371, 407

LIBERTÉ DE TESTER352 et 353, 360, 371, 375,
.....404, 407, 421, 448, 451, 452

LIQUIDATION

Voir Communauté (de meubles et acquêts)

LOI ANCIENNE (survie)494

LOUAGE RÉSIDENTIEL

(clause externe dans le droit du).....35 à 39

LOYERS (hypothèque des)109 à 113

MANDATS (registre des)53 et 54

MATIÈRES NON CONTENTIEUSES

- requête55

- règles applicables devant notaire63

MEUBLES (servant à l'usage du ménage)	
- attribution de droits	357, 359 et 360, 367 à 373, 409, 420, 447, 448
- consentement du conjoint	357 à 359, 370, 372
- legs particulier	359 et 360, 373
- legs universel ou à titre universel	360
- protection accordée	355 à 359, 372, 408, 409
MINEUR (tutelle au).....	139 à 145
MINISTRE (commentaires du)	
voir PUBLICITÉ LÉGALE DES SOCIÉTÉS	
MŒURS (bonnes).....	73 et 74
NOM (ordre professionnel)	58 et 59
NON-RÉTROACTIVITÉ (d'une révocation)	499, 507 à 510
NON-RÉTRACTIVITÉ DES LOIS.....	481
NOTAIRE	
- Accréditation	65
- Assermentation	76
- auxiliaire de justice	63, 72
- faillite	67 et 68
- impartialité (officier public)	72 et 73
- santé mentale	62
NOTARIAL (registre)	74 et 75
NOTARIAT	
- définition	73
- chaire du	158
- inscription au	60 et 61
- Loi sur le notariat: évolution et histoire	49 à 84
NOVATION	
Le point sur deux mécanismes aux contours mal définis : la novation par changement de débiteur et la théorie des fins de non-recevoir	511 à 527
voir aussi PRISE EN CHARGE D'HYPOTHÈQUE	

NULLITÉ.....	357, 358, 373, 421, 450
voir aussi ANNULATION	
NULLITÉ (legs).....	499, 500, 507
NUMÉRAIRE	
Voir PARTAGE (patrimoine familial)	
OBLIGATION	
- garantie par hypothèque	89 à 92
- prescription de l'	87 à 89
OBLIGATION DE BONNE FOI	
Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors	
de la formation et de l'élaboration du contrat	
	176 à 230
OBLIGATION DE PROTECTION	
voir OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR	
OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT	
Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors	
de la formation et de l'élaboration du contrat	
	176 à 230
voir aussi	
	519, 520, 521
OBLIGATION D'INFORMATION	
Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors	
de la formation et de l'élaboration du contrat	
	176 à 230
OBLIGATION IN SOLIDUM	522
OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR	
voir VENTE D'ENTREPRISE	
OFFICIER PUBLIC (impartialité)	72 et 73
OPPOSABILITÉ	
Le locateur à long terme d'un bien meuble doit-il	
publier le bail afin que son titre de propriété	
soit opposable aux tiers ?	
	529 à 537
voir aussi BAUX MOBILIERS	
	326, 327 à 329, 330
voir aussi RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ	
	324, 325 à 327, 330

OPTION

voir COMMUNAUTÉ; PARTAGE;
RÉGIMES MATRIMONIAUX

ORDRE PROFESSIONNEL

- nom58 et 59
- siège social59
- Tableau de l'74 et 75

ORDRE PUBLIC356, 375, 378, 382, 412, 417, 423, 438

OUVERTURE (succession)493, 498, 503, 506, 509, 510

PAIEMENT (prise en)96, 98 à 101, 113 à 125

PARTAGE (patrimoine familial)

- droit au377, 385 à 402
- droit d'option du conjoint survivant ..386 à 389, 408,
.....409, 413, 433 à 437
- droit des héritiers (transmissibilité) ..377, 389 à 404,
.....408, 409
- exécution par attribution de droits359, 365, 373,
.....377, 402, 404 à 409,
- exécution en numéraire ou par
dation en paiement406
- dans régime communauté meubles
et acquêts429 et 430
- dans régime de société d'acquêts427 et 428
- renonciation et coordination avec
régimes matrimoniaux432 à 437

PATRIMOINE FAMILIAL

- attribution de droits dans meubles familiaux359, 372
- attribution de droits dans résidence familiale365
- caractéristiques377 à 385
- comparaison avec prestation compensatoire 396 et
.....397, 401
- composition380 à 385
- donation entre époux de biens du380 à 385
- partage; voir PARTAGE (patrimoine familial)

PÉREMPTION D'INSCRIPTION87, 104 à 106

PRATICIEN (carnet du)	89, 92, 96, 101, 103,106, 109, 113, 125
PRÉCIPUT (Clause de)	425
POSSESSION.....	532, 534, 535
PRESCRIPTION	516, 517, 518, 519
PRESCRIPTION DE L'OBLIGATION	87 à 89
PRÉSIDENTE	
- critère d'éligibilité	52
- date d'entrée en fonction	52
- élection au suffrage universel	51 et 52
- vacance	52
PRÉSUMPTION	
- irréfragable	130, 131, 137 et 138
- réfutable	129 et 130
- réputée	135 à 138
PRESTATION COMPENSATOIRE	
- caractéristiques	438 à 441
- comparaison avec patrimoine familial	396 et 397, 401
- conditions d'octroi	441 à 443
- détermination de la valeur	443 à 446
- vs donations par contrat de mariage	444
- enrichissement injustifié	441 à 443, 446
- paiement par attribution	404 à 408, 447, 448
- intransmissibilité	396 et 397, 439 et 440, 447
- renonciation	440
PRÊT (contrat de)	532
PRÊT (renouvellement)	
voir PRISE EN CHARGE D'HYPOTHÈQUE	
voir aussi	180 et 181, 216 à 221, 518
PRISE EN CHARGE D'HYPOTHÈQUE	92 à 96, 511, 512,514, 518, 521, 522, 524, 525

PRISE EN PAIEMENT	
- caractère extinctif	98, 113 à 117
- caractère rétroactif.....	117 à 125
- compétence Cour du Québec	98 à 101
- délégation imparfaite de paiement	96
- voir aussi.....	533
PRIX DE VENTE (insuffisance et distribution)	
- voir VENTE D'ENTREPRISE	
PROCÈS-VERBAL DES OPÉRATIONS ET DES CONCLUSIONS	64 et 65
PROFESSION (exercice illégal)	53, 56 et 57, 76
PROFESSIONNELS (industrie des valeurs mobilières).....	237 et 238
PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE.....	331 à 337
PUBLICATION (droits personnels)	323, 333, 530,531, 532, 533, 534
PUBLICITÉ (obligation de) voir SOCIÉTÉS	
PUBLICITÉ DES DROITS	68 et 69
voir aussi R.D.P.R.M.	
PUBLICITÉ LÉGALE DES SOCIÉTÉS voir SOCIÉTÉS	
RDPRM	
La crise d'adolescence du RDPRM	323 à 330
voir aussi	380, 406, 410
RACHAT (vente avec faculté de)	294, 323 et 324, 533, 535
RECOURS (hypothécaires et personnels)	
Jurisprudence en droit des sûretés :	
épizootique ou épisodique?	
Réactions contaminées ou réfléchies.....	85 à 125
REER (partage de la valeur).....	428

RÉGIMES MATRIMONIAUX

- coordination avec partage patrimoine familial426 à 437
- impact des donations entre vifs414 à 417
- liquidation410 à 437
- option 410, 412, 413, 417 à 422, 436

REGISTRE (des entreprises individuelles,
des sociétés et personnes morales)57, 457, 462, 488

REGISTRE DES MANDATS.....53 et 54

REGISTRE NOTARIAL74 et 75

REGISTRE DES PROCURATIONS ET DES DÉLÉGATIONS 83

REGISTRE DES TESTAMENTS (certificats)82 et 83

RENOUVELLEMENT (prêt)

voir PRISE EN CHARGE D'HYPOTHÈQUE

voir aussi180 et 181, 216 à 221, 522

RENSEIGNEMENT (obligation de)

voir OBLIGATION DE RENSEIGNEMENT

RENOI

Le mécanisme du renvoi contractuel à un
document externe : droit commun et

régimes spéciaux11 à 48

REQUÊTE

- matières non contentieuses55
- signification63

RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ294, 323, 324, 325 à 327, 533, 535

RÉSIDENTE FAMILIALE

- attribution de droits dans 365, 367 à 371,
.....373 à 375, 408, 420, 421, 448
- consentement du conjoint 361 à 365, 370, 373 à 375
- legs à titre particulier.....356, 371, 373 à 375
- louage367
- protection accordée.....355 à 357, 361 à 365, 372, 408, 409
- radiation de déclaration362, 363, 368

RESPONSABILITÉ (conjointe et solidaire)	478
RÉVOCATION	
L'article 764 C.C.Q. et le droit transitoire : le divorce prononcé avant le 1 ^{er} janvier 1994 emporte-t-il révocation du legs consenti au conjoint ?	491 à 510
RÉVOCATION D'UN LEGS (non-rétroactivité)	499, 507 à 510
SANCTIONS (obligation de bonne foi)	
Les sanctions de l'obligation de bonne foi lors de la formation et de l'élaboration du contrat	173 à 230
SANTÉ MENTALE (notaire)	62
SCEAU	58
SÉPARATION DE BIENS	427, 432
SERVITUDE DE NON-CONCURRENCE	124
SERVITUDE DE PUISAGE D'EAU	
Propriété superficielle : une décision qui étonne tant elle détonne	331 à 337
SIÈGE SOCIAL (ordre professionnel)	59
SIGNATURE (modification d'un acte après)	77
SIGNIFICATION (requête)	63
SITUATION JURIDIQUE À FORMATION SUCCESSIVE	496, 498
SITUATION JURIDIQUE EN COURS	480, 508
SOCIÉTÉS	
voir Le droit transitoire sur la publicité légale des sociétés : entre les commentaires du ministre et ceux de l'administration où se situe l'intention du législateur	127 à 138

voir Le droit transitoire de la publicité légale
des sociétés en nom collectif ou en commandite
à l'occasion de l'entrée en vigueur du *Code
civil du Québec*.....465 à 490

SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

- attribution de droits360, 365, 373, 417 à 422
- donation de biens entre époux416
- droit d'option417 à 422
- liquidation360, 373
- problème avec partage patrimoine familial427 et 428

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

voir SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

voir SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION

voir SOCIÉTÉS

SOULTE370, 371, 419, 420, 448

STAGIAIRES58

SUCCESSION (acceptation de)402, 403, 413

SUCCESSION (ouverture)493, 498, 503, 506, 509, 510

SUFFRAGE UNIVERSEL (présidence)51 et 52

SÛRETÉS (droit des)

Jurisprudence en droit des sûretés :
épizootique ou épisodique?

Réactions contaminées ou réfléchies.....85 à 125

SYNDIC

voir BAUX MOBILIERS

voir RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ

TABLEAU DE L'ORDRE74 et 75

TABLEAU DES INTERDITS55

TARIF (honoraires).....	57 et 58, 65 et 66, 71 et 72
TÉMOIGNAGE POSTHUME.....	161 à 163
TÉMOIN CERTIFICATEUR.....	58
TESTATEUR (intention du)	500, 501
TESTER (liberté de)	352 et 353, 360, 371, 375,404, 407, 421, 448, 451, 452
TIERS	
Le locateur à long terme d'un bien meuble doit-il publier le bail afin que son titre de propriété soit opposable aux tiers?	529 à 537
TITLE ATTORNEY	75
TITRE (absence).....	532, 537
TITRE DE PROPRIÉTÉ (opposabilité aux tiers)	
Le locateur à long terme d'un bien meuble doit-il publier le bail afin que son titre de propriété soit opposable aux tiers ?	529 à 537
TITRES INCORPORELS (hypothèque).....	107 à 109
TRANSACTIONS VISÉES	
voir VENTE D'ENTREPRISE	
TRANSMISSIBILITÉ	
- patrimoine familial	377, 389 à 402, 409
TRIBUNAL ARBITRAL	242, 260 à 273
TRIBUNAUX (compétence)	96 à 101
TUTELLE AU MINEUR.....	139 à 145
TUTELLE LÉGALE DES PARENTS	
voir TUTELLE AU MINEUR	

TUYAU

Propriété superficière : une décision qui
étonne tant elle détonne331 à 337

VACANCE

- Bureau51
- Présidence52

VALEURS MOBILIÈRES

La procédure spécialisée en valeurs mobilières
de l'arbitrage institutionnel au Québec231 à 275

VENTE À TEMPÉRAMENT

voir RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ

voir aussi293, 394

VENTE AVEC FACULTÉ DE RACHAT 294, 323 et 324, 533, 535

VENTE EN BLOC

voir VENTE D'ENTREPRISE

VENTE D'ENTREPRISE

- activité économique organisée283 à 285
- créances à échoir293 et 294
- créanciers hypothécaires.....294, 295 à 297,
.....299, 300, 301, 303
- créanciers prioritaires294, 295, 299, 301, 303
- créanciers du vendeur290 à 304
- déclaration sous serment281, 290 à 294, 302,
.....315, 316, 320
- entreprise immobilière286 à 288
- obligations de l'acheteur290 à 304
- perte substantielle285 et 286
- prix de vente (insuffisance et distribution) ..295 à 304
- transactions visées.....282 à 290

VICES

- du consentement176 à 193, 206, 211,
.....213, 224, 225, 229
- du contrat173 à 230

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC

Article	Page	Article	Page
2	291	391	429
2	379	391	438
6	175	391 à 430	352
6	193	392	409
6	195	395	361
6	197	396	442
6	318	401	357
6	319	401	359
7	27	401	372
7	175	401 à 413	355
7	193	401 à 413	361
7	195	401 à 413	368
7	197	401 à 413	374
7	319	401 à 413	408
7	519	402	357
192	366	402	358
193	143	402	359
193	144	402	360
193	366	402	372
194	143	403	361
195	143	403	362
196	143	403	364
209	140	404	361
209	144	404	364
209	145	404	374
212	140	404	375
222	140	405	361
223	140	405	364
225	140	405	374
225	141	405	375
225	142	406	361
225	144	406	362
226	140	408	359
227	140	408	363
228	140	408	370
228	145	408	375
231	141	410	359
231	142	410	360
317	319	410	365
322	320	410	366
365	353	410	367
391	352	410	368
391	356	410	371
391	375	410	372
391	378	410	373

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC (suite)

Article	Page	Article	Page
410	404	422	401
411	368	422	402
411	369	422	408
411	370	423	378
411	448	423	386
413	448	423	387
414	377	423	388
414	380	423	389
415	370	423	399
415	380	423	400
415	381	427	409
415	384	427	441
415	395	427	444
415	398	427	445
415	415	428	409
415	428	428	441
416	377	429	360
416	385	429	365
416	386	429	366
416	397	429	368
416	398	429	371
416	400	429	373
416	401	429	404
416	402	429	409
416	429	429	444
417	397	429	447
417	398	429	448
417	429	429	449
418	370	430	409
418	429	431	415
419	403	432	417
419	406	432	426
420	360	438	415
420	365	438	417
420	366	448 à 484	417
420	368	449	428
420	371	450	416
420	373	462	405
420	404	465	410
420	405	467	388
420	406	467	416
421	384	467	417
421	386	467	417
421	400	468	417
422	369	468	419

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC (suite)

Article	Page	Article	Page
469	419	764	494
471	417	764	495
473	398	764	496
473	403	764	497
473	404	764	498
473	418	764	499
473	420	764	500
482	360	764	501
482	365	764	502
482	366	764	503
482	368	764	504
482	371	764	505
482	373	764	506
482	404	768	500
482	419	769	500
482	420	769	502
482	421	808-814	415
485	412	809	447
486	412	812	408
487	412	812	421
510	385	812	450
516	353	813	408
516	365	813	421
516	413	813	450
519	385	819	358
519	497	819	363
519	501	855 à 864	355
519	505	856	362
519	510	856	366
520	385	912	535
541	200	916	535
599	366	921	532
600	366	928	532
613	385	928	535
613	414	947	334
613	505	953	535
630	388	1011	334
630	435	1012 à 1037	412
645	449	1057	14
654	451	1057	36
703	353	1057	45
750	500	1081	333
751	500	1110	335
764	492	1135	534
764	493	1177	332

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC (suite)

Article	Page	Article	Page
1229	534	1434	319
1263	296	1435	12
1310	410	1435	13
1375	27	1435	14
1375	31	1435	15
1375	175	1435	16
1375	192	1435	17
1375	193	1435	18
1375	194	1435	19
1375	195	1435	20
1375	196	1435	21
1375	197	1435	22
1375	213	1435	24
1375	223	1435	25
1375	225	1435	28
1375	319	1435	29
1375	520	1435	30
1377	192	1435	33
1379	28	1435	34
1384	28	1435	35
1399	191	1435	37
1399	192	1435	42
1400	183	1435	43
1400	191	1435	44
1400	192	1435	45
1401	178	1435	46
1401	181	1435	187
1401	190	1435	199
1401	191	1436	22
1403	39	1436	34
1405	189	1436	199
1405	224	1436	521
1407	180	1436	525
1407	191	1437	199
1407	192	1437	525
1407	193	1439	319
1407	194	1439	514
1416	195	1454	532
1416	222	1475	14
1416	223	1475	37
1416	225	1482	534
1434	25	1484	534
1434	30	1494	103
1434	37	1497	40
1434	200	1508	89

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC (suite)

Article	Page	Article	Page
1525	283	1768	278
1590	319	1768	282
1599	522	1768	285
1618	446	1768	290
1619	446	1768	292
1631	318	1768	301
1637	514	1768	321
1655	524	1769	278
1660	514	1769	282
1660 à 1666	516	1769	285
1661	517	1769	294
1661	526	1769	301
1667	516	1769	321
1668	515	1770	278
1668	516	1770	282
1668	522	1770	285
1669	516	1770	295
1670	516	1770	301
1695	524	1770	321
1698	524	1771	278
1723	300	1771	282
1745	323	1771	285
1745	324	1771	301
1745	326	1771	302
1745	328	1771	321
1745	533	1772	278
1745	536	1772	282
1749	325	1772	285
1749	326	1772	300
1749	533	1772	301
1749	535	1772	302
1750	296	1772	321
1750	323	1773	278
1750	324	1773	282
1750 à 1756	513	1773	285
1751	533	1773	297
1756	535	1773	321
1764	278	1774	278
1767	278	1774	282
1767	282	1774	285
1767	285	1774	289
1767	289	1774	294
1767	317	1774	298
1767	320	1774	301
1767	321	1774	302

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC (suite)

Article	Page	Article	Page
1774	321	1852	534
1775	278	1852	535
1775	282	1854	531
1775	285	1854 à 1876	328
1775	300	1854 à 1876	329
1775	321	1887	533
1776	278	1894	13
1776	282	1894	14
1776	285	1894	35
1776	292	1894	36
1776	321	1894	37
1777	278	1894	38
1777	282	1894	45
1777	285	1938	367
1777	297	1941	38
1777	321	2187	465
1778	278	2187	474
1778	281	2189	128
1778	282	2189	129
1778	285	2189	130
1778	295	2189	131
1778	321	2189	132
1782	294	2189	135
1798	289	2189	136
1800	289	2189	137
1801	109	2189	138
1819	414	2189	457
1824	414	2189	464
1824	536	2189	465
1839	414	2189	466
1842	533	2189	468
1842	536	2189	470
1847	323	2189	471
1847	324	2189	477
1847	328	2189	479
1847	536	2189	481
1851	534	2189	483
1852	324	2190	464
1852	327	2190	466
1852	328	2190	471
1852	529	2190	481
1852	530	2190	483
1852	531	2252	470
1852	532	2253	137
1852	533	2253	470

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC (suite)

Article	Page	Article	Page
2280	532	2645	291
2283	534	2650	121
2312	532	2650	301
2313	534	2650	302
2345	217	2651	120
2345	218	2654.1	121
2354	180	2655	296
2354	217	2657	296
2354	218	2660	96
2359	218	2660	97
2359	219	2667	125
2359	220	2687	89
2364	519	2687	92
2400	39	2689	89
2400	45	2691	90
2400	187	2708	108
2401	39	2710	108
2403	14	2727	104
2403	20	2727	105
2403	39	2727	106
2403	40	2733	109
2403	41	2734	112
2403	42	2743	109
2403	43	2743	111
2403	44	2743	112
2403	45	2744	111
2407	39	2745	111
2407	40	2746	111
2407	41	2747	111
2407	42	2748	96
2407	43	2748	97
2407	44	2753	116
2459	495	2757	111
2459	497	2761	100
2459	501	2762	125
2459	505	2770	119
2459	510	2771	119
2482	39	2781	99
2482	40	2781	101
2484	39	2782	99
2484	41	2782	116
2549	499	2782	119
2638	256	2782	121
2640	253	2783	99
2640	257	2783	101

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC (suite)

Article	Page	Article	Page
2783	117	2900	522
2783	120	2921	519
2797	90	2923	87
2797	114	2923	523
2798	87	2925	87
2799	87	2925	88
2803	215	2925	522
2805	292	2925	523
2805	321	2928	440
2805	520	2938	388
2814	78	2938	419
2814	463	2938	424
2814	468	2938	531
2847	131	2947	114
2847	137	2998	536
2847	138	3061	104
2847	387	3061	105
2847	419	3061	106
2862	24	3062	358
2863	25	3062	363
2863	26	3062	364
2880	89	3062	368
2880	522	3063	88
2892	522	3063	104
2898	522	3069	100

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU BAS CANADA

Article	Page	Article	Page
465 (1)	410	1338	388
1024	12	1338	416
1040b	99	1338	423
1173	515	1342	423
1207	463	1344	423
1207	468	1345	424
1207	472	1347	424
1208	78	1352	423
1260	417	1353	424
1260	422	1354 à 1368	429
1260	426	1357	422
1266 r (1)	410	1358	425
1272 (1)	416	1359	425
1276	416	1362	424
1310	410	1364	423

RÉFÉRENCES AU CODE CIVIL DU BAS CANADA (suite)

Article	Page	Article	Page
1367	416	1834	462
1368	423	1834	472
1401	425	1835	462
1402	425	1836	462
1403	425	1837	462
1404	425	1838	462
1405	425	1865	478
1425 a	423	1871	457
1425 f	423	1871	462
1425 f	424	1875	478
1425 f	425	1877	129
1569a	281	1877	457
1569a	285	1878	457
1569a	288	1878	462
1569a	289	1878	465
1569a	315	1878	470
1569b	281	1878	474
1569b	316	1878	478
1569c	316	1878	480
1569d	316	1980	295
1578	108	1981	295
1651	35	1981	299
1832	473	1982	299
1834	460	2148.1	363

RÉFÉRENCES AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Article	Page	Article	Page
45	140	874	140
382	242	875	140
804	104	942.2	271
872	140	953	249
873	140		